

Albanie

COMITE DE LA RECONCILIATION TOUTNATIONALE

Adresse : Rue « M.Muçà » Immeub.46 Ap.23 Tirana - Albanie, Fax 003554263 126

Tel 00355 4259124 E-mail gjin_marku yahoo.com / Web:www.pajtimi.com

Mobil: 00 355 68 27 37 989

Nr 001/4 prot

Tirana, le 14 avril 2007

MEMO

SUR LES TRANSGRESIONS FLAGRANTES DES DROITS DE L'HOMME ET LES ACTES CONTRE L'INTEGRITE NATIONALE DES ALBANAIS, LE BESOIN DU JUGEMENT DES CRIMES CONTRE LA POPULATION LORS DES EVENEMENTS DE L'AN 1997 ET LA NECESSITE DES MESURES POUR PREVENIR LE CRIME ET LES MEURTRES.

Envoyé : A la Cour européenne de la défense des droits de l'homme

Au Tribunal International des Crimes

A la Commission Européenne

Au Conseil de l'Europe

A l'OSCE

Au Département d'Etat, Sénat et Président des USA

Au Président de la République d'Albanie

Au Président du Parlement d'Albanie

Au Premier ministre d'Albanie

Aux Présidents des partis parlementaires albanais

Aux Présidents des Commissions parlementaires

Aux Députés du Parlement Albanais

A tous les ambassadeurs et organisations internationales accrédités en Albanie

Pour collaboration :

M Ermir DOBJANI Avocat du Peuple
M Theodhori SALLAKU Procureur Général de la République d'Albanie
M Besnik MUSTAJAFAJ Ministre des affaires étrangères de l'Albanie
M Bujar NISHANI Ministre des affaires intérieures de l'Albanie
M Ilir RUSMALI Ministre de la Justice de l'Albanie
Mme Majlinda BREGU Ministre de l'Intégration de l'Albanie
M Bahri SHAQIRI Directeur du Service des Renseignements de l'Etat

En vertu de la Charte des Nations Unies, la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, la Convention Européenne de Défense des Droits de l'Homme et des Libertés Elémentaires, le Pacte International des Droits Civils et Politiques, nous vous présentons avec inquiétude les transgressions inacceptables des droits de l'homme en Albanie, la situation grave des crimes contre la vie et la propriété ainsi que les actes contre l'intégrité national des albanais. L'étude et le sérieux de cette situation, qui est en totale contradiction avec les principaux documents politiques et juridiques de la civilisation moderne, est une obligation principale de chaque pouvoir public, comme du pouvoir de l'état albanais aussi des pouvoirs internationaux, des organisations internationales et de leurs mécanismes juridiques et politiques.

Depuis 17 ans les albanais subissent des crises, le stress social et des événements tragiques qu'aucun pays en Europe n'a subi. L'incertitude de la vie, la pauvreté extrême, le stress de la violence politique et médiatique, la méfiance envers le futur continuent à inciter la destruction des valeurs de la vie et une émigration douloureuse et sans fin. Conséquence de cette situation sont aussi la violence tragique dans la famille, les suicides ainsi que les meurtres pour la vengeance et la vendetta. Cette situation est devenue inquiétante aussi pour les membres de la communauté internationale qui veulent un meilleur avenir pour le peuple albanais.

Les auteurs de cette longue crise qui génère continuellement le crime, sont les influences des politiques anti-albanais dès le début du pluralisme.

La représentation de ces politiques a eu lieu via la création des lobbies soutenus de l'extérieur. La présence de ces lobbies au sein de partis politiques albanais a fait que pendant ces années règnent la lutte pour le pouvoir et l'anarchie, la richesse nationale soit ruinée ainsi que les valeurs naturelles et monétaires, soient mis en scène les troubles de l'an 1997 pour renverser l'armée et les structures de l'état, le pillage de l'argent des albanais et l'incitation de la population à la guerre civile lors de laquelle il y eut 1500 personnes tuées. Ces lobbies soutenus politiquement, dans la région et plus loin aussi, étaient et demeurent le principal danger de la stabilité en Albanie. Les gouvernements albanais couvrent cette situation via la démagogie des faux débats sur les réformes et l'intégration.

Au service de ces lobbies anti-albanais se sont mis aussi les représentants des principaux potentiels du trafic de l'est des plantes narcotiques qui vont vers l'Europe via le corridor Sofia-Belgrade et les îles de la Grèce. A la

disposition de blanchiment de leur argent sont de centaines de banques au sud de presque l'île. Elles masquent cette activité en montrant comme inquiétant le territoire de l'Albanie pendant que la quantité qui circule sur notre pays est inexistant, 1.5 ton par an, malgré 2000-2500 tons de ce trafic pendant 12 mois. L'amplification du bruit sur le danger du trafic en Albanie se fait dans le but : A - pour masquer le réseau. B - pour discréditer les albanais. C - pour proroger la crise et acheter le moins cher possible les ressources. D - pour affaiblir et mener vers la disparition notre intégrité nationale via la domination du marché et de l'économie. Ce jeu a empêché le développement du pays, a ruiné la vie économique des citoyens, interrompu la production, détruit les busines et les possibilités touristiques, a interrompu la perspective de hydro énergétique, a permis le détournement et le vol du budget, la passation de l'argent des albanais en des mains des banquiers étrangers. Toutes nos ressources économiques sont en train de passer sous le contrôle des capitalistes non albanais. Hormis la main d'œuvre pas cher ils demandent l'exploitation du terrain avec des profits presque gratuits en un temps quand les terres albanaises sont méditerranéennes, productives et les plus sollicitées. Sous les paroles de « globalisation » et « l'intégration », la classe politique albanaise a préparé le terrain de cette stratégie antihumaine qui ne sert ni à l'Europe Unie ni aux Alliés de l'Atlantique du Nord. L'Europe a plus besoin d'une nation albanaise en progrès et avec sa culture que d'un peuple dégradé et sans patrie qui se promène dans les rues de l'occident. Le maintien du pays dans une crise continuelle pour absorber « les investissements étrangers » par « les opérateurs importants des pays amis » est la stratégie et l'œuvre de ces lobbys pour la maîtrise du marché avec facilité et le profit via la politique.

Selon les informations des représentants internationaux nous apprenons qu'au service de ces lobbys se trouvent aussi des politiciens et des représentants étatiques des pays limitrophes. Lors des actions de la police de ces pays contre les albanais sont souvent couverts des mouvements des grandes quantités de drogue. Cette inquiétude a été mentionnée devant l'opinion occidentale aussi par les avocats des albanais qui sont pénalisés dans les pays européens pour des quantités minimales des plantes narcotiques. Selon les statistiques des pays occidentaux il résulte que même pas 10 pour cent des albanais ne sont concernés par les trafics. Les autres travaillent de façon honnête, cherchent à s'intégrer et sont beaucoup plus familiaux que les citoyens des pays dans lesquels ils se rendent. Les gouvernements albanais pas seulement ne les aident pas mais ils ont signé pour leur retour s'ils n'ont pas obtenu le droit d'asile au moment lorsque la majorité de la population albanaise vit grâce aux revenus des émigrés. La seule possibilité d'octroyer le droit d'asile à un albanais est lorsqu'il a peur de rentrer à cause de la vengeance. Malheureusement, la police albanaise aussi n'a pas pu inscrire ni 10 pour cent des conflits concernant la propriété, la dignité de la personne ou l'honneur, pour argumenter le danger en cas de retour.

Le Comité de la Réconciliation Toutnationale a essayé de sensibiliser les pays occidentaux pour que l'Europe empêche de tels comportements envers les émigrés albanais et de les systématiser le mieux possible en interdisant tout préjugement envers notre peuple car elle a des obligations. Pour les profits des puissances européennes notre pays est divisé en quatre parties. Le dégât économique envers notre peuple à cause de ce démantèlement exigerait une réparation de centaines de milliards de dollars et pourtant les albanais n'ont pas élevé leur voix. Dans les conditions actuelles il serait une

obligation morale incontestable que l'Europe, pas seulement empêche les crimes contre cette population, mais qu'elle investisse avec des conditions facilités dans l'hydro - énergétique, l'enseignement, la santé et l'infrastructure routière. Ainsi elle pourrait précipiter la contribution pour les procédures d'admission. Sûrement, cet investissement aurait été faite si notre classe politique ne se trouverait pas sous l'influence des politiques régressives et si elle agirait avec dignité dans la défense des intérêts de son peuple. L'influence de ces politiques régressives sur les gouvernements albanais a détruit le pays et a ajourné les délais de l'admission à l'UE. Dans les conditions d'une pauvreté extrême, pendant ces 17 ans, les albanais ont apporté 15 milliards de dollars à leur budget sans tenir compte des aides internationales. Ce budget a été détourné par une administration gonflée et volé via des investissements électoraux sans perspective. Avec seulement 2 milliard de dollars serait terminé le système hydro-énergétique planifié avant la transition et qui aurait pu fournir aussi d'autres pays de la région vu la capacité des sources d'eau qu'il possède. Ce système aurait été aussi d'une contribution pour le tourisme et l'écologie. Aujourd'hui les albanais n'ont pas de possibilité ni de tourisme ni pour développer l'économie et leur capitale. La majorité de la population est sans travail à cause de manque du marché et de la production locale. Même l'activité commerciale avec des marchandises de l'importation est d'un niveau trop bas et il se déroule seulement pendant la journée pendant que dans les pays voisins les revenus suite à l'activité pendant la nuit représentent plusieurs milliards de dollars. Dans notre pays, de façon tout à fait absurde, l'état pas seulement ne stimule pas le marché et le travail pendant 24 heures mais il a adopté des lois et des règlements illogiques jusqu'au

mémorandum anticonstitutionnel des scafs pour empêcher l'activité privée de ses citoyens.

La stratégie de la destruction jusqu'au niveau zéro (prédiqué dès le début du pluralisme lors des auditoires des partis politiques) a servi à la destruction massive des valeurs naturelles, la destruction des rives des rivières, coupage des bois pour les envoyer justement dans les pays où ces valeurs sont gardées avec fanatisme. A la destruction des rives des rivières et de la côte entière est rajouté la permission de la construction presque gratuit des TEC ou de oléoduc AMBO à la côte de l'Adriatique, où seulement pour la défense du système écologique de l'environnement où ils sont installés, les gagnants doivent payer une somme minimale de 20 milliard de dollars. Le contrat pour ces TEC et l'oléoduc est presque gratuit et l'investissement n'arrive même pas à un milliard de dollars pendant que les gouvernements s'endettent auprès des banques étrangères même pour des affaires sociales. Les gouvernements albanais proclament comme étant un succès ces crédits en cachant au peuple le fait que le remboursement obligé de la dette envers ces banques sera effectué via les richesses nationales.

Le contrôle des lobbys anti-albanais augmente tous les jours pas seulement sur la vie économique mais aussi celle privée. Ces jours ci sont utilisés les moyens nécessaires pour garder le monopole des conversations téléphoniques de deux compagnies étrangères même si le profit sur le dos du citoyen est inhumain. Des opérateurs du Canada et des Etats-Unis qui ont demandé la libéralisation de ce marché confirment avoir eu le même obstacle aussi dans quelques pays d'Afrique où a été donné aux gens du pouvoir un bakchichs de 10 million dollars par an par les compagnies du monopole pour empêcher des nouvelles licences.

De façon tout à fait inhumaine l'état viole la vie privée pour contrôler plus les busines des opposants politiques que les criminels et les meurtriers qui se promènent toujours librement. Le nombre de personnes sous l'écoute en Albanie est égal à celui aux Etats-Unis d'Amérique et où seulement la Californie a une circulation annuelle de 30 milliards de dollars du commerce de la marihuana. Un autre favoritisme évident des intérêts de ces lobbies sur le dos de citoyens est la défense de leur monopole des casinos et des jeux de hasard. A ces intentions sert aussi la lutte politique pour s'emparer ou garder sous contrôle les institutions indépendantes de l'état. Les citoyens albanais n'ont aucune protection contre cette violation et exploitation criminelle car les syndicats n'existent pas ou ils sont sous le contrôle partisan.

Dans cette politique anti-albanaise continue depuis des années l'attaque contre l'histoire et l'abandon à la dégradation des valeurs de l'héritage culturelle national. Sous le prétexte des reformes sont laissés sans travail ou envoyé à la pension la majorité des scientifiques avec des titres mérités. La destruction de l'institution de l'académie des sciences se fait pour anéantir la défense des valeurs de l'histoire et de notre héritage national. Ceci ait lieu à cause du fait que les partis politiques albanais n'ont pas de mission national. L'élimination de la droite politique en Albanie, qui aurait comme programme la protection de la propriété et des valeurs héritées, le renforcement de l'économie nationale et l'évitement des crises sociales au pays, était le premier pas de la réalisation de la stratégie des lobbys anti-albanais dans la politique. Leur domination s'est montrée continuellement aussi lors des processus électoraux en incitant des financements incontrôlés.

Sous la pression de ces lobbys, les auteurs de la politique albanaise impliquée dans le scénario tragique du meurtre de la population en 1997 ont proclamé une amnistie pour clôturer cet événement qui contient aussi le crime contre l'humanité. Les politiciens albanais impliqués dans ce scénario, n'ont accepté la moindre responsabilité morale pour ce crime. Le minimum qu'ils auraient dû faire, était de demander des excuses au peuple et de démissionner. Mais ils continuent de se recycler dans la politique et dans les hauts postes de l'état. Le 21 juin 2004, le Comité de la Réconciliation toutnationale, en collaboration avec quelques d'autres organisations non gouvernementales, a sorti une pré-mémoire adressé à l'opinion public albanais et au facteur international pour le changement de la situation politique et sociale en Albanie et la destruction du monopole sur les partis politiques. Le pré mémoire demandait aussi aux plus hautes institutions de l'état albanais, aux partis politiques, au premier ministre et au président de l'opposition, la mise sur place d'une commission nationale indépendante avec des experts de l'état et de la société civile pour enquêter les liens du crime avec les auditoire des partis politiques, l'analyse des événements de l'an 1997, trouver les organisateurs du scénario de la guerre civile, du vol de l'argent du peuple et leur tradition devant la justice. Le leadership politique a évité sans aucune justification la création de cette commission. Pour se justifier devant la pression international qui a demandé l'ouverture et la démocratisation des auditoires des partis politiques des manœuvres médiatiques ont été effectués contre certains individus innocents et la création d'une « structure avec la société civile » en masquant encore plus la présence de ces lobbys dans la politique albanaise.

Favorisés par la corruption dans la justice et les lois du code pénal, plus de 2000 criminels circulent librement dans les rues de l'Albanie et de l'Europe (la majorité d'entre eux est même recherché par l'Interpol) et qui sont devenus la cause de la vengeance envers eux. Pendant toutes ces années, nos demandes pour une stratégie nationale de prévention de self-justice et le respect des institutions de l'état du droit sont abandonnés même si la majorité des familles albanaises sont impliquées dans des divers conflits. Les conséquences, de centaines de femmes et d'enfants innocents qui s'enferment à cause de la peur d'être tué à cause du crime qu'un proche leur famille a commis. Ce côté tragique de la société albanaise a été appuyé par les lois en faveur de l'usurpation des terres et des propriétés de l'autre en faisant que plus de 200 000 familles albanaises soient en conflit. Même si une loi a été faite pour la médiation et la mise sur place du conseil de coordination pour la prévention des meurtres pour la vendetta et la vengeance aucun acte légal n'a été adopté pour son implémentation.

Par le blocus des actes sous-légales il a été demandé que celle-ci soit mis à l'écart et qu'une autre loi soit adoptée qui ne sera pas contrôlée par la présidence mais par le gouvernement. Malheureusement les donateurs occidentaux aussi sont devenus victimes du trafic de l'influence des lobbys susmentionnés. Des millions de dollars ont été dépensés pour des faux projets rédigés selon les intérêts de ce trafic et qui n'ont donné aucun résultat positif sur la société albanaise. Les donateurs n'ont jamais été vigilants envers les opérateurs qui collaborent avec eux en Albanie. Tout simplement pour justifier les projets soutenus par les donateurs, qu'ils soient proposés des structures non nécessaires et des changements de temps en temps des lois

sans les affronter avec la réalité des droits de l'homme, sans la logique juridique et le critère professionnel.

Ceci a fait que la loi soit perçue comme représentant pas des intérêts des citoyens mis des intérêts des partis politiques en causant tellement « d'inflation » lors de sa évaluation que les citoyens ne représentent plus aucun intérêt pour elle. Pendant treize ans ont été financés des projets du code électoral et de la loi de l'égalité du sexe qui n'ont donné aucun résultat positif.

Aussi, pour des profits financiers et avec des buts malsains sont financés des projets qui ne sont pas nécessaires sur la cohabitation religieuse en Albanie pendant que notre peuple est un exemple positif devant le monde entier en ce sens.

Les résolutions parlementaires et les projets des lois pour la condamnation des crimes du communisme sont convertis en farce politique et n'ont servi aucunement à la réhabilitation des dégâts causés surtout envers les propriétaires et leurs familles persécutées, les institutions religieuses, le clergé et les prisonnières politiques.

Vu cette situation, le Comité de la Réconciliation Toutnationale fait appel à la cour européenne des Droits de l'Homme, à la cour International pour des Crimes ainsi qu'aux Institutions Internationales d'entreprendre le pas nécessaire pour :

1 - La mise sur place d'une commission internationale pour enquêter les graves transgressions des droits de l'homme et les crimes envers la population en Albanie, surtout lors des événements de l'an 1997.

2 - D'obliger l'état albanais comme étant le responsable de la protection des firmes pyramidales de rendre l'argent aux citoyens et de traduire devant la justice les coupables.

3 - D'obliger l'état albanais de reconnaître le droit à la propriété et de rembourser les citoyens lésés par la loi 7501, relative à la terre et la loi relative aux légalisations.

4 - D'obliger l'état albanais de reformer les lois qui sont en contradiction avec les droits de l'homme et les conventions internationales.

5 - D'obliger l'état albanais pour que les services des poursuites et de l'enquête du crime ainsi que ceux de la justice albanaise collaborent avec les institutions internationales en ce qui concerne les affaires qui sont traitées dans ce document. Ils ne peuvent pas apporter la justice sans l'aide des institutions internationales car ils sont sous la pression de la politique et totalement sans protection par rapport à celle-ci. Les organisateurs des actes criminels envers la population pendant toutes ces années se trouvent dans la vie politique et à l'administration de l'état. Les citoyens albanais, qui depuis 17 ans étaient des victimes de la politique, doivent sentir la responsabilité de la communauté internationale et de la justice dans la punition des crimes. La guerre civile en 1997 a été évitée, non pas car les politiciens l'ont voulu, mais grâce à l'intuition du peuple, l'intervention du facteur international et le travail des représentants de la mission de la

réconciliation au nord qui ont convaincu la majorité des familles de ne pas envoyer leurs fils au sud contre les protestants.

- Le Comité de la Réconciliation Toutnationale demande que les partis politiques albanais effectuent un changement radical et digne devant les citoyens en reformant les programmes et en travaillant avec consécration pour la réparation des dégâts qu'ils ont fait à leur peuple.
- Le Comité de la Réconciliation Toutnationale fait appel au facteur international de protéger avec la responsabilité humaine l'avenir de notre nation contre la destruction, une nation qui représente un des plus anciens arbres dans le jardin des cultures de l'Europe. Le jardin de l'Europe Unie ne sera aucunement plus joli sans l'arbre caractéristique albanais.

TIRANA 14 AVRIL 2007